

L'hon. Gordon Churchill (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, cette nouvelle est fondée. Ce projet cadrera très bien avec le programme du comité, car cette région a droit à la même considération qu'Elliot-Lake.

M. Hazen Argue (Assiniboia): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre peut-il dire quand le gouvernement déposera le rapport du comité en question?

L'hon. M. Churchill: Une communication sera faite en temps opportun et toute action qui semblera possible sera menée. Des pourparlers ont eu lieu avec les diverses entreprises commerciales qui s'intéressent à la région. Le gouvernement ne peut pas à lui seul prendre les décisions. Les mesures doivent être prises de concert avec ces entreprises; les affaires suivent leur cours et nous espérons qu'il sera possible de faire pas mal pour les régions qui sont touchées.

Je l'ai signalé plus tôt, les quatre parties en cause: la région elle-même, les sociétés minières et les deux gouvernements, celui-ci et celui de la province d'Ontario, doivent conjuguer leurs efforts. Toutes font preuve d'une excellente collaboration.

M. Argue: Monsieur l'Orateur, je me demande si les remarques du ministre se rapportent à Uranium City (Saskatchewan). L'enquête porte sur les trois régions mais je suppose que les remarques du ministre se rapportent à Elliot-Lake.

L'hon. M. Churchill: Nous avons fait les mêmes examens au sujet d'Uranium City, en Saskatchewan, qu'au sujet des deux autres régions. Il y a deux jours, deux représentants d'Uranium City sont venus me présenter un mémoire pertinent, exprimé de façon pondérée, et j'espère que des représentants du gouvernement se rendront très prochainement à Uranium City afin de prendre contact avec la population de la région.

LE BÉTAIL

BOVINS ET AGNEAUX—QUESTION AU SUJET DES PRIX DE SOUTIEN

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Paul Martin (Essex-Est): Le président de l'Office de stabilisation des prix agricoles ayant aujourd'hui annoncé les prix de soutien des bovins et des agneaux, le ministre de l'Agriculture pourrait-il nous expliquer pourquoi le prix de soutien de l'agneau a baissé cette année?

L'hon. D. S. Harkness (ministre de l'Agriculture): J'avais cru que le député allait me demander de lui expliquer pourquoi il y a eu hausse du prix de soutien des bovins cette

[M. Fisher.]

année, mais il a choisi l'autre aspect de la question. L'explication est la même dans chaque cas. Le député sait que le prix de soutien doit obligatoirement correspondre à 80 pour cent de la moyenne du prix des dix dernières années. C'est ce qui a donné les deux chiffres publiés par l'Office en conformité des obligations que lui impose la loi pertinente.

LES INONDATIONS

LAC NIPISSING—QUESTION AU SUJET DE MESURES PROPRES À RÉGULARISER LE DÉBIT DU LAC

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. R. Garland (Nipissing): Le lac Nipissing recevant deux fois plus d'eau qu'il n'en déverse, est-ce que le ministre des Travaux publics peut nous assurer que l'on fait tout ce qu'on peut pour réduire au minimum les dangers d'inondation et de dommages aux propriétés riveraines?

L'hon. D. J. Walker (ministre des Travaux publics): Je remercie le représentant de Nipissing de sa question. Nous veillons sur les barrages à la sortie du lac Nipissing et notre vigilance s'exerce sans relâche jour et nuit. Nous faisons de notre mieux pour régulariser le débit. Pour l'instant, nous avons presque fait déborder le lac Nipissing, l'extrême est du lac en tout cas est sous l'eau. Ce n'est qu'une question de surabondance d'eau. La précipitation n'a jamais été aussi abondante depuis 30 ans. On pourrait ici parler réellement de cause naturelle ou de cas de force majeure comme dirait le député de Vancouver-Est (M. Winch). Eu égard aux circonstances, nous faisons tout ce que nous pouvons pour enrayer le danger.

LE SERVICE PUBLIC

INTERPELLATION AU SUJET DE LA CRÉATION DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. W. M. Benidickson (Kenora-Rainy-River): Je veux poser une question au ministre des Finances parce qu'il a été, ces derniers temps,—comme chacun a pu s'en rendre compte,—le meilleur premier ministre suppléant, pendant un jour ou deux, que nous ayons jamais eu. Le ministre pourrait-il nous dire s'il y a eu progrès, et, dans le cas de l'affirmative, dans quel sens, au sujet de l'institution au Canada d'une commission semblable à la Commission Hoover, selon ce qui était annoncé dans le discours du trône numéro deux prononcé par le premier ministre?

L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances): Je suis certain que quand le temps sera venu de faire une déclaration à ce sujet,